



CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 03 AVRIL 2019

L'an deux mille dix neuf, le trois avril, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, TANDEO Gilles

Secrétaire de séance

GOALEC Bernard

Excusés

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à MOULLEC Yvan)
JÉZÉQUEL Marc (pouvoir à CORRE Michel)
OMNÈS Elisabeth (pouvoir à TRMAL Marie-France)

Absents

BERVAS Viviane

Conseil de Communauté du 3 avril 2019
Délibération n°DCC2019_081

Objet	Garanties d'emprunt de Finistère Habitat : réaménagement des prêts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations
Rapporteur	Marie-Claude MORVAN
Service	Service Habitat
Thème	Habitat

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Les mesures budgétaires de la loi de Finances 2018, notamment la baisse des APL et le rehaussement des taux de TVA applicables au logement social, ont contraint Finistère Habitat à adapter sa stratégie financière. Dans ce cadre, des mesures d'accompagnement sont mises en place par la Caisse des Dépôts et Consignations, afin de permettre aux organismes de logement social de maintenir un niveau significatif d'activité et de répondre à leurs engagements auprès des collectivités.

Une des mesures porte sur la possibilité d'un allongement de l'encours de la dette ; mesure retenue par le conseil d'administration de Finistère Habitat en juin 2018. Finistère Habitat a opté pour un allongement de 10 ans d'un encours global de 36,6 millions d'euros.

L'encours de prêts garantis par la Communauté retenu pour l'allongement s'élève à 2 784 700,05 € et concerne 7 prêts.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la demande de Finistère Habitat concernant le réaménagement de ses prêts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations,
Vu les articles L.5111-4 et L.5214-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
Vu l'article 2298 du code civil,
Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 18 mars 2019
Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 5 mars 2019

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : autorise la Communauté à réitérer sa garantie pour le remboursement de chaque ligne de prêt réaménagée et figurant en annexe de la présente délibération.

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêt réaménagé, à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe de la présente délibération et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 : Les nouvelles caractéristiques financières des lignes de prêts réaménagés sont indiqués en annexe à la présente délibération.

Concernant les lignes de prêts réaménagés à taux révisables sur le taux du livret A, le taux du livret A effectivement appliqué aux dites lignes des prêts réaménagés sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne de prêt réaménagé à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

Article 3 : La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par Finistère Habitat, dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification d'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage à se substituer à Finistère Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : La collectivité s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, les ressources suffisantes pour en couvrir les charges.